

BUREAU: RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing:

Trois mois. 45 centimes

Six mois. 85 centimes

Un an. 1.60

Abonnement en numéraire

avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GERANT: J. MATHIEU

Le Nord de la France:

Trois mois. 45 centimes

Six mois. 85 centimes

Un an. 1.60

Abonnement en numéraire

avis contraire

On s'abonne et on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bullier et Cie, place de la Bourse, 2. A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 5 DÉCEMBRE 1870

Dépêches télégraphiques

(Service particulier du Journal de Roubaix)

Tours, 3 déc. 7 h. soir.

Roubaix, 4 déc. 2 h. 30 soir.

Un ballon parti de Paris le 1^{er} décembre au soir, descendu hier près du Mans, n'apporte aucune lettre ni dépêche postérieure au 30 soir, mais il résulte des renseignements oraux, fournis par les aéronautes arrivés aujourd'hui à Tours, que les Français conserveraient jeudi soir les positions conquises dans les combats du 29 et du 30 et se prépareraient à reprendre énergiquement leur mouvement en avant.

Dans les opérations de la sortie commencées le 28 au soir et continuées le 29, le général Ducrot avait fixé le passage de la Marne pour le matin du 29, mais le débordement de la rivière Marne obligea l'ajournement du passage jusqu'au 30. Le général Vinoy commença le 28 l'attaque du Sud simultanément avec les mouvements de Ducrot.

Le général Vinoy avait poussé très-bien de l'avant, lorsqu'il apprit que Ducrot était forcé d'ajourner le passage de la Marne.

La nécessité de combiner ses mouvements avec ceux du Ducrot détermina Vinoy à se retirer, mais il n'y fut pas contraint par l'ennemi.

Le général Ducrot reprit le mouvement en avant le 30 et remporta les succès déjà signalés.

Il est exact que les Prussiens reprirent une fois Champigny, mais les Français les reprirent de nouveau.

La dépêche prussienne assurant que les Français avaient demandé une suspension d'armes de 6 heures pour enterrer les morts est inexacte.

Les dépêches disent qu'au contraire les Prussiens demandèrent une suspension laquelle fut accordée par les Français pour deux heures.

Tours, 4 décembre, 12 h. 25 s.

Le ministre de l'intérieur à Messieurs les Préfets, Sous-Préfets, commandants divisions et subdivisions.

L'armée de la Loire ayant devant elle une énorme concentration de forces ennemies, a discontinué son mouvement et reprend les fortes positions qu'elle occupait devant Orléans.

Cette accumulation d'efforts contre l'armée de la Loire devra faciliter d'autant les mouvements de l'armée de Paris.

Dans l'Est, on signale un engagement heureux entre Autun et Arnay. L'ennemi a été vigoureusement poursuivi. Un détachement prussien a été surpris hier matin à Pesme, près Auxonne. Il a laissé sur le terrain 4 tués, 2 blessés, 4 prisonniers.

Le chef prussien a été tué.

Pour copie conforme:

Le Préfet du Nord,

PIERRE LEGRAND.

Dépêches prussiennes.

Versailles, 3 décembre.

Aujourd'hui pas de combat important; cependant l'ennemi paraît se renforcer encore devant Vincennes. La division Treskow a pris hier sept canons, fait 1,800 prisonniers dont un général et 20 officiers parmi le nombre.

Fontaine, 3 décembre.

Cette nuit des batteries ont été construites par lesquelles Belfort est bombardé maintenant à huit heures du matin.

Le régiment Ostrowski a pris les positions nécessaires et s'est défendu bravement.

Versailles, 4 décembre.

Frédéric-Charles avec son troisième et neuvième corps a repoussé hier l'ennemi près Chevilly et Chilleux, dans la forêt d'Orléans lui prenant 2 canons.

Berlin, 3 décembre.

Parlement. — Interprétation de M. Dunker sur l'application de l'état de guerre (affaire Jacoby).

Après que M. Dunker eut motivé son interpellation, M. Delbrück dit que, d'après la constitution, la déclaration de l'é-

tat de guerre est indispensable pour les districts menacés par la flotte française.

M. Delbrück ajoute que les commandants militaires sont institués par le roi; le chancelier fédéral ne peut pas prendre la responsabilité de ce chef.

Les commandants seuls sont responsables de leurs actes vis-à-vis du roi.

Le chancelier fédéral est responsable des actes du ministre de la guerre et non pas de ceux des chefs militaires, lesquels sont nommés par le roi pour certaines destinations.

Après une assez longue discussion, l'interpellation est terminée.

La discussion générale des projets de loi fédéraux est fixée à lundi.

On lit dans le Daily-Telegraph:

Berlin, 2 décembre.

« Dans les cercles autorisés on affirme que le roi sera contraint d'accepter la couronne d'Allemagne. »

« Les représentants de la Saxe, de la Bavière ou du Wurtemberg sont en route pour Versailles. Des appartements sont préparés dans le château pour les recevoir. »

« Le titre que prendra le roi sera probablement celui de Empereur de Prusse et Protecteur d'Allemagne. » De cette façon toutes les susceptibilités seraient sauvegardées.

Le roi est très-exaspéré au sujet de l'affaire de Châtillon dans laquelle Alvensleben, qui faisait précédemment partie des gardes du corps et plus tard colonel d'un régiment de réserve, a été tué. Il a eu la gorge coupée par les garibaldiens.

« Je n'ai pas pitié de lui, a-t-il dit à ce propos, car il a été surpris, et les soldats prussiens ne doivent jamais se laisser surprendre; mais il y a eu là une perfidie qui coûtera cher aux Français. »

ECHO DE LA PROVINCE.

Toulouse, 29 novembre.

Si l'on en croit certains bruits, la question d'Orient serait à la veille de prendre une tournure tout à fait inattendue, et au lieu d'allumer un incendie général, elle servirait à rendre la paix à l'Europe.

La Russie consentirait à soumettre ses griefs à un congrès, malgré ses défaites récentes, la France compte encore au nombre des puissances, et l'on comprend qu'un congrès où elle n'assisterait pas serait à refaire un jour ou l'autre. Les puissances neutres se concerteraient donc au préalable pour faire cesser les hostilités; après quoi, le congrès régulièrement convoqué réglerait les difficultés pendantes pour donner à l'Europe une paix durable.

Ce ne sont encore que de vagues rumeurs; mais ces rumeurs ont un tel caractère de probabilité que nous ne serions nullement surpris qu'elles fussent fondées, et que les affaires ne puissent réellement cette tournure.

Nous aimons trop notre pays pour ne point désirer la prompt conclusion d'une paix équitable. Nous ne pouvons donc refuser aux puissances neutres notre reconnaissance pour leurs bonnes intentions envers la France

(Moniteur universel)

Le correspondant du Times, attaché au quartier général du roi, lui écrit de Versailles, le 28 novembre, avant les dernières batailles:

« Il serait inutile de dissimuler que dans l'esprit des spectateurs neutres il règne ici l'impression que la position des Allemands en France n'est plus aussi forte qu'elle l'était jadis. L'idée peut être fautive. Elle l'est très-probablement. Mais je suis dans la vérité en constatant qu'elle existe. Pour la première fois j'entends des appréciations basées sur l'hypothèse que l'armée allemande pourrait être battue. C'était une supposition inadmissible il y a un mois. Von der Tanna a évacué Orléans le 8 et le 9 novembre, et a dû se replier très-vailleamment sur Tours. Un grand événement doit se passer, dit-on, à la même date de décembre. Le 8 ou le 9 de ce mois, à ce qu'on nous dit, doit voir le spectacle sans précédent d'une capitulation par famine d'une armée plus nombreuse que celle qui la tient assiégée et d'une population plus nombreuse que celle des îles britanniques, lorsque l'Angleterre a commencé à être une puissance européenne. Mais tout dépend des batailles en rase campagne. »

J'entends exprimer autour de moi quelque désappointement de ce que le prince royal (Frédéric-Charles) n'ait pas encore fait sortir d'Aurélien de ses lignes. Ce retard cause du malaise. La division de cavalerie du

prince Albrecht est aussi, à ce que j'apprends par hasard, encore très-éloignée de Pithiviers. Les Français manœuvrent, à ce qu'il paraît, et doivent être surveillés pour que d'Aurélien ne tourne pas la gauche du prince Frédéric-Charles et ne marche sur Paris. Les Allemands, s'ils ne sont pas effrayés de leur tâche, partent cependant avec plus d'égard de la bravoure de l'ennemi que jadis.

D'après un ordre de bataille que j'ai vu, l'armée de la Loire compte trois corps d'armée. Le 1^{er} (Reynau) comprend la 1^{re} division avec trois brigades (Pillard, Bertrand, Nagron) et la 2^e division avec deux brigades (Decheney et Pressolles). Le 2^e corps (Polhes) se compose de la 3^e division Marulay, avec les brigades Poitelin et Rouvray. Le 3^e corps (Kératry) compte deux divisions et une brigade de cavalerie. Le 1^{er} corps (Bourbaki) est de trois divisions et d'une brigade de cavalerie (Polière) attachée à d'Aurélien, se composant de trois brigades. Ceci nous donne 24 brigades à 6,000 hommes, soit 144,000 hommes d'infanterie, plus de cinq brigades de cavalerie à 1,800 hommes, total 153,000 hommes. Quant à l'artillerie, je l'ai entendu porter à 400 canons. D'autres relevés élèvent les forces de l'armée de la Loire à des chiffres bien plus considérables encore, mais ils entrent dans des détails moins précis. »

NOUVELLES DE LA GUERRE.

Plusieurs journaux de la France ont publié des relations incomplètes ou inexactes sur les combats livrés autour d'Amiens. Quelques-uns de ces récits ont même un caractère injurieux pour les chefs de l'armée ou les autorités civiles, qui connaissent trop les obligations que leur impose la défense du pays pour s'occuper de polémiques personnelles.

Il est facile à ceux qui suivent les événements en simples curieux de raconter de suite leurs impressions. Leurs erreurs, s'ils en commettent, sont sans importance. L'autorité militaire ne peut parler qu'après avoir réuni des rapports exacts, et ils ne lui sont pas encore tous parvenus. Ce qu'elle peut dire aujourd'hui, ce qu'elle devait dire il y a deux jours, c'est qu'informés des mouvements qu'alliaient faire les armées de Paris et de la Loire pour opérer leur jonction, elle a voulu les séparer.

C'est dans cette intention que le 2^e corps a été concentré près d'Amiens, avant d'être complètement organisé. La nécessité de défendre Amiens et de ne pas abandonner la ligne de retraite par Corbie et le chemin de fer obligeait à occuper une position très-étendue, eu égard à nos forces. Ce désavantage a eu sa compensation. Nous avons pu échapper ainsi aux effets de la convergence du tir puissant de l'artillerie ennemie. La concentration des troupes à Amiens a produit le résultat qu'on en attendait, car le corps d'armée du général Mantouff, renforcé par des troupes venues de Beauvais, s'est dirigé vers le nord avec un effectif estimé à 30,000 hommes dont environ 35,000 au moins ont été engagés le 27 novembre, sur une ligne de bataille de plus de quatre lieues, de Saleux à Marcelcave.

Les positions devant Amiens ont été défendues par les marins et la garnison de la ville, sous les ordres du général Paulz d'Ivoy. L'armée active composée de trois brigades était dirigée à droite par le colonel Derroja, qui défendait Boves; au centre, par le général Leconte, qui a fait enlever les villages de Gentelles et de Cachy et poussé les Prussiens jusqu'à Domart; à gauche, par le colonel du Ressel, à Villers-Bretonneux. C'est en ce dernier endroit que le combat a été le plus sanglant. Le général Farre s'y est porté lorsque le colonel du Bessol, blessé à la hanche a dû se retirer. Il a fait marcher l'artillerie en avant et a pu espérer quelque temps le succès, mais nos 18 canons ayant à en combattre 30, ont dû précipiter leur tir et l'épuisement des munitions a contraint, vers 4 heures 1/2 à se replier sur la Somme, ce mouvement n'a pas été inquiété par les Prussiens.

Vers la même heure, l'ennemi maître de St-Fasien et de Dury, tournait les positions de Boves et de St-Nicolas, qu'il fallait évacuer. Profitant de sa supériorité numérique, il s'étendait autour d'Amiens jusqu'au pont de Metz, et de là menaçait Notre-Dame de Grâce, position sur la Basse-Somme, par où il lui était facile de pénétrer dans la ville. C'est alors que les chefs de l'armée, avertis que le lendemain, l'ennemi pourrait met-

tre 45,000 hommes en ligne, ont ordonné une retraite qui n'a pas été troublée, les avant-postes prussiens ne s'étant présentés à Amiens qu'à onze heures.

Le total de nos pertes n'est pas encore exactement connu. On sait seulement que l'ambulance française restée à Villers, y a recueilli de 600 à 700 blessés dont une centaine venant de Cachy. Elle n'a été aidée en rien par l'autorité prussienne et, au contraire, soignée une partie des blessés prussiens. Cent morts français environ ont été enterrés au cimetière de Villers. Des renseignements d'origine prussienne et ayant un certain caractère d'authenticité évaluent les pertes de l'ennemi devant Villers et Cachy à 500 hommes tués et à 1,200 blessés.

LE SIÈGE DE PARIS.

Il est fort difficile d'avoir une vue complète et certaine des événements de la guerre.

Les récits des deux puissances belligères s'attribuent également la victoire, chacune d'elles nie ses pertes et exagère peut-être celles de l'ennemi.

Depuis la bataille de Gravelotte, le fait de guerre le plus considérable, c'est sans contredit la sortie de Paris des généraux Ducrot et Trochu.

Les dépêches prussiennes le mentionnent presque comme une défaite pour ces généraux. « Jusqu'à onze heures, » disent-elles, le 6^e corps a repoussé l'attaque victorieusement » (ce dernier mot figure dans tous les bulletins prussiens, à peu près sans exception.)

« A 3 heures, ajoutent ces dépêches, » notre position fut de nouveau vivement » attaquée; après six heures, les Français étaient partout repoussés. »

Nous ne mettons rien de tout cela en doute, mais quand il s'agit d'opérations militaires, il faut pour savoir qui a réussi, se rendre compte de l'objectif des deux armées, c'est-à-dire du but militaire qu'elles se proposaient l'une et l'autre. — Ici, ce but était évidemment pour l'armée française de forcer le blocus et de constituer une armée d'opération en dehors des murs de Paris, afin de pouvoir inquiéter les assiégés et donner la main au besoin à l'armée de la Loire. — Les Prussiens avaient pour but, quant à eux, d'empêcher cette sortie de réussir.

Les dépêches prussiennes que nous venons de citer ne sont pas parfaitement claires sur ce point important.

La dépêche bien nette est la dépêche française qui disait le 1^{er} décembre à 3 h. du soir:

« Le général Ducrot a fait une sortie » le 30 novembre avec plus de 100,000 » hommes. »

« Il a traversé la Marne et a complètement réussi. »

Entre ces deux versions, il n'y a pas à hésiter, ce nous semble.

Repousser l'ennemi ne dit pas grand-chose. La question qui n'est pas expliquée dans la dépêche prussienne datée de Versailles, c'est celle de l'issue de la sortie du général Ducrot. Il peut avoir été repoussé en attaquant les positions de l'armée prussienne, mais, s'il a réussi à passer la Marne et à maintenir son armée en dehors de Paris, il a atteint son but et c'est lui qui est en droit de se dire victorieux!

Si, au contraire, il a été forcé de rentrer dans Paris, il a essuyé une défaite.

La dépêche française, datée de Tours, 2 décembre, 6 h. 50 du soir, nous paraît établir que le général Ducrot a réellement réussi, car elle dit:

« L'ordre du jour du général d'Aurel » les de Paladines dit que Paris a rompu » les lignes prussiennes, et que le général » Ducrot, à la tête de son armée a » marché vers lui, avec cet élan dont » l'armée de Paris a donné l'exemple. »

Ce fait est confirmé par les dernières dépêches prussiennes, qui avouent que Bric et Champigny, deux villages placés à l'extrémité extérieure du coude que fait la Marne, en face des forts de Vincennes et de Nogent, sont en la possession de l'armée française sortie de Paris. En considérant la carte, il semble évident que la garnison parisienne peut renforcer au besoin l'armée du général Ducrot, puisque cette garnison serait protégée dans ses sorties par les feux croisés des deux forts précités et de celui de Charenton.

Quoiqu'il en soit de ce dernier point, la sortie elle-même constitue évidemment un succès considérable. Or, la

réunion des deux puissantes armées sur les derrières des assiégés, qui ont en face d'eux les forces encore considérables renfermées dans Paris, peut amener dans un temps donné, la levée du siège.

Attendons, car rien n'est assez précis encore pour se prononcer définitivement.

LETTRE DE M. GAMBETTA AU GÉNÉRAL CAMBRIEL.

Tours, le 27 novembre 1870.

Le ministre de l'intérieur et de la guerre au général Cambriel, à Lagnasse.

J'ai reçu, général, la lettre par laquelle vous me demandez la convocation d'un conseil de guerre devant lequel vous voudriez expliquer votre conduite, afin de mettre un terme aux accusations sans preuves dont vous êtes l'objet dans quelques journaux. J'ai d'abord à m'excuser d'avoir répondu si tardivement à cette lettre; mais je vous prie de mettre sur le compte d'une absence forcée que je viens de faire le retard involontaire que j'ai mis à vous faire connaître mon opinion sur cet incident.

Je ne puis convoquer le conseil de guerre que vous réclamez avec une instance qui vous fait le plus grand honneur à mes yeux. Vous ne pouvez ni ne devez oublier les termes dans lesquels nous nous sommes quittés, non plus que les divers télégrammes que je vous ai adressés et qui sont de nature à vous couvrir suffisamment devant l'opinion publique.

Après ces diverses communications, si je convoquais le conseil de guerre que vous demandez, je semblerais participer dans une mesure quelconque aux sentiments de suspicion qui vous poursuivent contre toute justice; et c'est ce que je ne veux à aucun prix. Je ne puis donc que répéter ici ce que je vous ai déjà dit à plusieurs reprises, à savoir que lorsque j'ai quitté Besançon, je vous ai laissé votre commandement, parce que ma confiance en vous restait pleine et entière malgré la retraite des Vosges; que depuis, vous avez dû résigner le commandement pour des raisons de santé que j'ai pu juger moi-même comme très-légitimes; que c'est avec mon consentement et tous mes regrets de me priver momentanément de vos services que vous êtes venu prendre le repos dont vous aviez besoin, et qu'enfin j'ai toujours eu le dessein de vous appeler à un autre commandement dès que vous vous jugeriez vous-même en état de suffire aux nécessités du service.

Je compte, général, que cette nouvelle lettre de moi, dont je vous autorise à faire l'usage qui vous semblera bon, vous suffira pour confondre vos accusateurs et pour vous rendre le repos et la tranquillité d'esprit auxquels vous donnez droit les fatigues que vous avez endurées au service de la France et de la République.

Recevez, général, l'assurance de mes sentiments, de ma sincère et haute considération.

GAMBETTA.

CARICATURES ET COMÉDIENS.

En faisant le part de la passion et des colères du premier moment, nous excusons presque les dessins ou pour parler plus exactement les caricatures dont l'empereur déchu était le sujet. Mais aujourd'hui nous sommes débordés par le flot envahissant de la satire barbouillée, et, chose plus curieuse, plus nous nous éloignons de l'événement qui a motivé ces caricatures, plus l'intention en devient violente, jusqu'à la férocité, en même temps qu'elles prennent un caractère véritablement obscène. Un curieux de nos amis s'était proposé de recueillir, pour en former la collection, ces charges grossières; mais il fut vite rebattu par la stupidité de cette iconographie et il n'eut pas le courage de réunir ces triviales bouffonneries.

Ce serait leur faire trop d'honneur que de désigner particulièrement, même pour les blâmer, celles de ces caricatures qui offensent le plus le bon goût et la décence. Nous constaterons que l'empereur déchu et sa famille n'ont pas été l'unique sujet sur lequel se sont exercés les caricaturistes. Le roi Guillaume, son ministre et ses généraux ont provoqué la verve de nos barbouilleurs d'une façon tout à fait malheureuse. Que les dessins et la légende soient grossiers et injurieux, cela nous touche médiocrement, et nous admettons que le peuple donne cette innocente satisfaction à des rancunes et à des colères, hélas! trop justifiées. Mais ce qui nous attriste, ce sont les gascognades si déplacées de ces caricatures. Le moment en est si mal choisi! la raillerie retombe si lourdement sur le gailleur!

D'ailleurs, il ne faudrait pas tirer de ces faits une conclusion trop générale au désavantage des Parisiens. Nous trouvons dans un des derniers journaux anglais arrivés à Paris, une correspondance de Berlin qui atteste que dans cette ville la caricature est tout aussi en honneur qu'à Paris, traité avec la même violence, avec le même cynisme et brillant par la même absence de quoi que ce soit qui ressemble à de l'art.